

**Assemblée générale
Conseil de sécurité**

Distr. générale
11 mai 2022
Français
Original : anglais

**Assemblée générale
Soixante-seizième session
Point 36 de l'ordre du jour
Conflits prolongés dans la région du Groupe GUAM
et leurs incidences sur la paix et la sécurité
internationales et sur le développement**

**Conseil de sécurité
Soixante-dix-septième année**

**Lettres identiques datées du 9 mai 2022, adressées
au Secrétaire général et à la Présidente du Conseil
de sécurité par le Représentant permanent de la Géorgie
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint une déclaration du Ministère géorgien des affaires étrangères concernant la prétendue élection présidentielle tenue dans la région occupée de Tskhinvali/Ossétie du Sud (Géorgie) (voir annexe).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 36 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

Le Représentant permanent
(Signé) Kaha **Imnadze**



**Annexe aux lettres identiques datées du 9 mai 2022 adressées
au Secrétaire général et à la Présidente du Conseil
de sécurité par le Représentant permanent de la Géorgie
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

**Déclaration du Ministère géorgien des affaires étrangères
sur la prétendue élection présidentielle tenue dans la région
occupée de Tskhinvali**

Le Ministère géorgien des affaires étrangères se réfère au prétendu second tour de l'élection présidentielle tenu le 8 mai 2022 dans la région de Tskhinvali, occupée par la Fédération de Russie, et condamne cet acte illégal qui contrevient aux normes et principes fondamentaux du droit international et constitue une violation flagrante de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de la Géorgie à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues.

La Fédération de Russie maintenant une occupation et un contrôle effectif sur ce territoire, aucune prétendue élection ne saurait être suivie d'effets juridiques, alors même que des centaines de milliers de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays et réfugiées, expulsées de chez elles à cause des nettoyages ethniques perpétrés contre les Géorgiens dans les régions d'Abkhazie et de Tskhinvali, sont encore empêchées de regagner leur foyer en toute sécurité et dans la dignité, et que, sur place, les libertés et les droits fondamentaux des personnes sont bafoués sans vergogne. L'arrêt rendu par la Cour européenne des droits de l'homme le 21 janvier 2021 atteste clairement que la Fédération de Russie exerce un contrôle effectif sur les régions géorgiennes occupées et qu'elle est responsable des violations des droits humains qui y sont commises.

Le Ministère géorgien des affaires étrangères exhorte la Fédération de Russie à respecter la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Géorgie et à s'acquitter de ses obligations internationales, à commencer par l'accord de cessez-le-feu conclu le 12 août 2008 grâce à la médiation de l'Union européenne.

Le Ministère géorgien des affaires étrangères demande à la communauté internationale d'apprécier comme il convient les attaques menées contre la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Géorgie et de prendre les mesures qui s'imposent.

Le 9 mai 2022
